



## Résumé SAB/CdR Colloque "Gestion intégrée de l'eau dans les régions", 9 juin 2023

Le colloque "Gestion intégrée de l'eau dans les régions" a confirmé que le changement climatique pose de nouveaux défis à notre gestion de l'eau. Des simulations montrent par exemple que dans certaines parties du bassin versant de l'Inn en Basse-Engadine, il faut s'attendre dès 2035 à une réduction de plus de 30% du débit estival.

"Pour être armé face à ces défis, il ne suffit pas que certaines communes prennent des mesures isolées", explique Angelika Abderhalden de la Fundaziun Pro Terra Engiadina. Non, il faut une approche régionale qui réunisse les différents groupes d'intérêts autour d'une table, où l'on recherche des solutions de manière participative et où l'on élabore des mesures à l'échelle supracommunale. Dans ce domaine, la région Engiadina Bassa/Val Müstair fait figure de modèle en Suisse. Tandis que le management régional coordonne la gestion intégrée des bassins versants, la conférence des présidents (composée de tous les présidents des communes de la région) prend les décisions en se basant sur les résultats des processus participatifs et les prises de position des offices cantonaux. La planification des mesures élaborée avec les parties prenantes régionales sert de guide à la région pour toutes les étapes ultérieures (voir la présentation d'Angelika Abderhalden pour plus d'informations).

Dans le deuxième exposé, Guido Roos, directeur de la région Lucerne Ouest, a montré comment créer les engagements nécessaires dans l'approvisionnement en eau afin de garantir la sécurité de la planification pour les différentes communes et les services d'approvisionnement en eau. Dans la région de Lucerne Ouest, cela a été fait par le biais du plan directeur partiel régional d'approvisionnement en eau. Une carte détaillée et un rapport explicatif y afférent avec des objectifs et des mesures offrent un instrument de travail et de gestion contraignant pour les autorités aux niveaux exécutifs (communes et canton de Lucerne). Les autorités orientent leurs actions en fonction du contenu du plan directeur et coordonnent leurs planifications et leurs projets sur la base de ce dernier. Le plan directeur a déjà permis de clarifier des incertitudes/conflits autour de l'exploitation des nappes phréatiques près de Burgrain et il crée une sécurité de planification et d'approvisionnement bien au-delà des mandats des conseillers communaux. Le processus participatif de plusieurs années pour l'élaboration du plan directeur d'une région qui représente plus de la moitié de la surface du canton de Lucerne et qui a impliqué des centaines d'acteurs a été confié au management régional de la région de Lucerne Ouest. Le management régional a travaillé avec des experts du domaine de l'eau et avec des experts de plusieurs cantons (AG, BE) (voir la présentation de Guido Roos pour plus d'informations).

Pour Laurent Horvath de BlueArk, il est clair qu'une bonne base de données est nécessaire pour une gestion intégrée de l'eau. Cela signifie des données à haute résolution non seulement géographique (densité élevée de points de mesure), mais aussi temporelle. Il est donc possible d'observer en direct l'impact des prélèvements ou des ajouts d'eau sur l'ensemble du système. Ce n'est qu'à l'aide de ces données que la gouvernance de l'utilisation de l'eau peut être améliorée, ce qui soulève des questions telles que : "Comment l'eau est-elle utilisée ? Qui peut obtenir quelle quantité d'eau, quand et qui paie combien ? Qui reçoit quelle part des recettes ? Malheureusement, force est de constater qu'en Suisse, dans la plupart des régions, la base de données n'est pas suffisante pour répondre aux questions susmentionnées (voir la présentation de Laurent Horvath pour plus d'informations).



Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete  
Groupement suisse pour les régions de montagne  
Gruppo svizzero per le regioni di montagna  
Gruppa svizra per las regiuns da muntogna

Enfin, une gestion intégrée de l'eau nécessite également de bonnes infrastructures. Mme Dorothea Zuleger de WIF Partner AG a présenté le projet "Planification globale des infrastructures et maintien de la valeur à long terme" de la commune de Glaris Nord. Dans différentes enquêtes et analyses, WIF Partner AG a montré que l'état actuel des 4 secteurs d'infrastructure (routes, ouvrages d'art, eau et eaux usées) de la commune de Glaris Nord est certes correct, mais que les investissements moyens se situent à un niveau très bas et sont partout nettement inférieurs à la perte de valeur annuelle. Dans le domaine de l'eau, un déficit annuel du bilan a déjà été atteint à partir de 2014, ce qui signifie que la situation des taxes ne couvre pas les coûts depuis longtemps. Sur la base de simulations, il a été possible de démontrer qu'une augmentation des taxes est inévitable et qu'une planification à long terme avec des investissements constants est plus avantageuse qu'une stratégie minimale qui ne couvre que l'entretien et conduit à des mesures immédiates coûteuses et imprévisibles (voir la présentation de Dorothea Zuleger pour plus d'informations).

Thomas Egger, directeur du SAB, a souligné l'importance des lacs d'accumulation multifonctionnels, ce qui permet par exemple de combiner les fonctions d'enneigement et d'irrigation. Laurent Horvath a montré que l'agriculture, par exemple, a encore un grand potentiel d'économie d'eau, ce qui n'est pas le cas partout. Mais nous savons par la plate-forme de dialogue « Recherche et pratique dans l'agriculture de montagne » que l'économie alpestre, par exemple, est confrontée à de gros problèmes d'approvisionnement en eau <https://www.sab.ch/fr/dienstleistungen/plate-forme-de-dialogue/> car les sources sont souvent proches de la surface et dépendent fortement des fluctuations des précipitations.